



Conseil économique et social

Distr. limitée
14 avril 2011
Français
Original: anglais

**Commission pour la prévention
du crime et la justice pénale**
Vingtième session
Vienne, 11-15 avril 2011

Projet de rapport

Rapporteur: Erasmo **Lara Cabrera** (Mexique)

Additif

Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale

1. À ses 5^e, 6^e et 7^e séances, les 13 et 14 avril 2011, la Commission a examiné le point 5 de l'ordre du jour, qui était libellé comme suit:

“Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale:

- a) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant;
- b) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la corruption;
- c) Ratification et application des instruments internationaux visant à prévenir et à combattre le terrorisme;
- d) Autres questions liées à la prévention du crime et à la justice pénale;
- e) Autres activités à l'appui des travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier celles du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, des organisations non gouvernementales et autres instances.”



2. Pour l'examen de ce point, elle était saisie des documents suivants:
 - a) Rapport du Secrétaire général sur l'aide à l'application des conventions et protocoles universels relatifs au terrorisme (E/CN.15/2011/4);
 - b) Rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée et la corruption (E/CN.15/2011/5);
 - c) Rapport du Secrétaire général sur les activités des instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (E/CN.15/2011/7);
 - d) Rapport du Secrétaire général sur le renforcement de l'état de droit grâce à l'amélioration de l'intégrité et des capacités des services de poursuite (E/CN.15/2011/8);
 - e) Rapport du Directeur exécutif sur la lutte contre la piraterie maritime au large des côtes somaliennes (E/CN.15/2011/18);
 - f) Report on major activities of the United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute (Rapport sur les principales activités de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice) (UNICRI) (E/CN.15/2011/CRP.1);
 - g) Step-by-step guide to requesting mutual legal assistance in criminal matters from Group of Eight countries (Demande d'entraide judiciaire en matière pénale émanant des pays du G8: guide décrivant la procédure à suivre étape par étape) (E/CN.15/2011/CRP.6).
3. Des déclarations liminaires ont été faites par le Directeur chargé de la Division des traités et Chef du Service de la criminalité organisée et du trafic illicite, par le Chef du Service de la lutte contre la corruption et la criminalité économique et par la Chef du Service de la prévention du terrorisme. Une déclaration a également été faite par l'observateur de la Hongrie (au nom de la Présidence et des États membres de l'Union européenne, des pays candidats (Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Islande, Monténégro et Turquie), des pays du processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels (Albanie, Bosnie-Herzégovine et Serbie), ainsi que d'Andorre, de l'Arménie, de la Géorgie, du Liechtenstein, de la Norvège, de la République de Moldova, de Saint-Marin et de l'Ukraine) et par les représentants des pays suivants: République de Corée, Bélarus, Japon, Philippines, Royaume-Uni, Roumanie, Canada, États-Unis, Mexique, Thaïlande, Chine, Soudan, Algérie, Fédération de Russie, Cuba et Nigéria. Les observateurs de la Croatie, de l'Italie, de la Norvège, de l'Indonésie, des Émirats arabes unis, de la Colombie, de l'Autriche, du Maroc, du Kazakhstan, d'Israël, de l'Indonésie, du Venezuela (République bolivarienne du), de l'Afrique du Sud, du Yémen et de la France ont également fait des déclarations. L'observateur de la Palestine a fait une déclaration. Des déclarations ont aussi été faites par les observateurs de l'UNICRI (au nom des instituts du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale), de l'Ordre souverain de Malte, de la Ligue des États arabes et du Comité consultatif mondial des Amis.

A. Délibérations

1. Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant

Action menée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour faciliter la ratification et l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

4. Les débats consacrés au point 5 a) de l'ordre du jour ont porté sur les points suivants: ratification et application de la Convention contre la criminalité organisée et des Protocoles s'y rapportant; nécessité de mettre en place un mécanisme pour examiner l'application de la Convention contre la criminalité organisée et les Protocoles s'y rapportant; initiatives nationales dans les domaines de la traite des personnes, du trafic des ressources naturelles et du trafic des biens culturels; et utilisation de la Convention contre la criminalité organisée comme fondement de la coopération internationale.

5. L'accent a été mis sur la nécessité d'une ratification universelle de la Convention et des Protocoles s'y rapportant et de leur mise en œuvre sous tous ses aspects. L'application de la Convention à des formes nouvelles et émergentes de criminalité transnationale organisée, en particulier le trafic de biens culturels lorsque des groupes criminels organisés étaient impliqués, a été mise en évidence.

6. Il a été fait référence au programme pilote volontaire qui avait été élaboré dans le cadre des recommandations de la Réunion intergouvernementale d'experts à composition non limitée sur les mécanismes d'examen à envisager pour l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant. Il a été souligné qu'un tel programme pourrait aider le groupe de travail compétent dont la première réunion était prévue du 17 au 19 mai 2011 à Vienne. Il a été indiqué que seul un mécanisme efficace d'examen de l'application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant pourrait assurer une application pleine et entière. Il a en outre été souligné que tout mécanisme d'examen adopté devrait être à la fois transparent et inclusif.

7. L'attention a été appelée sur le fait que la criminalité transnationale organisée compromettait le développement, la stabilité politique et l'activité économique légitime. Il fallait veiller à mieux sensibiliser le système de justice pénale à la possibilité qu'offrait la Convention de promouvoir la coopération internationale.

2. Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la corruption

Action menée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour faciliter la ratification et l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption

8. On a fait valoir que la Convention des Nations Unies contre la corruption représentait la norme mondiale en matière de lutte contre la corruption; des orateurs se sont félicités du nombre croissant d'États parties et ont demandé que la Convention soit pleinement appliquée.

9. La mise en place du mécanisme d'examen de l'application de la Convention a été accueillie avec satisfaction et plusieurs orateurs ont mentionné la participation

de leur pays au processus d'examen. La nécessité d'apporter un soutien énergique au mécanisme et aux travaux du Groupe d'examen de l'application a été soulignée; il a été ajouté qu'il fallait que les États parties veillent à financer les futurs besoins du mécanisme au titre du budget ordinaire.

10. Les recommandations et conclusions des groupes de travail de la Conférence des États parties à la Convention déjà constitués ont été accueillies avec satisfaction. En particulier, le Secrétariat a été prié de poursuivre sa collecte d'informations sur les bonnes pratiques à suivre dans le cadre de l'application du chapitre II de la Convention.

11. Plusieurs orateurs se sont félicités du fait que le statut d'organisation internationale avait été conféré à l'Académie internationale de lutte contre la corruption et ont reconnu l'importance du rôle que celle-ci pourrait jouer en contribuant à promouvoir véritablement l'application de la Convention.

12. On a fait état des utiles travaux du groupe de travail du G20 sur la lutte contre la corruption, auxquels participait l'ONUSC, ainsi que de la contribution de son plan d'action à la pleine application de la Convention.

13. Des orateurs ont mentionné les efforts déployés par leur pays pour appliquer la Convention moyennant l'adoption ou la modification de textes de loi pour mettre les cadres juridiques nationaux en conformité avec la Convention. L'accent a été mis sur la création ou le renforcement d'organismes spécialisés s'employant à lutter contre la corruption, ainsi que sur les campagnes de sensibilisation et de formation. L'importance d'associer la société civile et le secteur privé a par ailleurs été soulignée.

3. Ratification et application des instruments internationaux visant à prévenir et à combattre le terrorisme

14. Le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la coordination de l'action multilatérale visant à lutter contre le terrorisme a été mis en évidence, car il était essentiel pour optimiser les synergies, éviter le chevauchement des activités et garantir une approche globale conforme à la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies. La nécessité de renforcer les partenariats et la coopération avec tous les acteurs concernés, y compris les organismes des Nations Unies (Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et Équipe spéciale de la lutte contre le terrorisme) et les organisations internationales, régionales et sous-régionales a été mise en évidence. L'importance d'une action de justice pénale fondée sur les instruments juridiques internationaux contre le terrorisme et sur le respect de l'état de droit et des droits de l'homme a été soulignée, de même que le rôle majeur joué par la coopération internationale et régionale en matière pénale et les mesures prises à l'échelle nationale et régionale pour combattre le terrorisme.

15. Un soutien été exprimé en faveur de l'action menée par le Service de la prévention du terrorisme de l'UNODC, qui consistait à fournir aux États qui en faisaient la demande une assistance technique pour ratifier et appliquer les instruments juridiques internationaux contre le terrorisme. On a fait valoir qu'il était nécessaire de continuer à renforcer les capacités des agents de la justice pénale en fonction des besoins et également de mettre en place des ateliers et des outils de formation thématique. Pour exécuter les mandats pertinents de l'UNODC, il était nécessaire de pouvoir disposer de ressources financières suffisantes.

16. On a fait état de la Convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale et de son Protocole complémentaire adoptés à Beijing le 10 septembre 2010 et de leur contribution à la sécurité de l'aviation civile, et mentionné le colloque, organisé par l'UNODC les 16 et 17 mars 2011, avec pour thème les relations entre terrorisme et activités criminelles connexes.

17. D'autres questions ont également été abordées, dont le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme, la prise d'otage, les cellules de renseignement financier, la cybercriminalité, la définition du terrorisme et l'autodétermination.

4. Autres questions liées à la prévention du crime et à la justice pénale

18. Plusieurs orateurs ont mentionné le problème de la piraterie au large des côtes somaliennes et insisté sur le fait que leur gouvernement était déterminé à lutter contre cette menace sous tous ses aspects. Les travaux menés par l'UNODC pour appuyer cette lutte, notamment en ce qui concernait la traduction en justice des pirates présumés, ont été accueillis avec satisfaction, de même que les efforts faits pour aider les pays à renforcer les moyens de leur ministère public et de leurs juges pour qu'ils puissent mieux garantir la légalité des procédures et le respect des droits de l'homme. On a noté que les procureurs devaient, dans leur travail, se fonder sur un code d'éthique, et référence a été faite à ce propos aux Normes de responsabilité professionnelle et Déclaration des droits et des devoirs essentiels des procureurs et poursuivants, élaborées par l'Association internationale des procureurs et poursuivants, et qui avaient été reconnues par la Commission dans sa résolution 17/2 du 18 avril 2009.

19. A également été mentionné le travail que continuait d'accomplir l'UNODC sur la série des Manuels sur la justice pénale et autres outils pratiques visant à aider les dirigeants et les professionnels à lutter contre la criminalité.

5. Autres activités à l'appui des travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier celles du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, des organisations non gouvernementales et autres instances

20. On s'est félicité des travaux menés par les instituts du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. Il a été noté que l'UNODC et les instituts devaient poursuivre le dialogue pour éviter des chevauchements d'activités.